

J'ai ici les chiffres que nous avons cités lors de cette conférence de presse de l'été dernier. Savez-vous d'où ils viennent? Ils viennent du ministère de l'Emploi et de l'Immigration de son propre gouvernement.

Et le ministre d'ajouter que nous ne tenions pas compte des plus. Bien sûr que nous en tenons compte. Dans la colonne de droite de ce rapport du bureau de l'emploi de notre région figurent le nombre des emplois qui ont été perdus et celui des emplois qui ont été créés. Le solde négatif révèle une perte de 1 667 emplois rien que pour la ville de Renfrew. Cela mérite sûrement mieux qu'une réponse finfinaude de la part d'un ministre des banquettes d'en face.

Comme vous le savez, monsieur le Président, je ne suis pas du genre à intervenir bruyamment tout le temps à la Chambre à propos de tout et de rien. Il faut que les choses aillent bien mal pour que je proteste. J'étudie mes dossiers avant d'intervenir et je m'attends à ce que les autres en fassent autant.

L'autre question que j'ai soulevée avait trait à l'industrie forestière, surtout en Ontario. Elle souffre vraiment de la taxe à l'exportation de 15 p. 100 et du cours artificiellement élevé du dollar canadien.

J'ai discuté avec les gens tout l'été, tout le printemps dernier et cet automne, et ce qui se passe dans ce secteur est triste. Les banques savent bien que l'industrie forestière va mal, alors que font-elles? Elles demandent le remboursement de leurs prêts. Certaines sociétés sont contraintes de vendre des machines de 80 000 dollars pour 40 000 dollars, simplement pour se débarrasser de leurs créanciers. Elles vendent leurs machines pour la moitié de ce qu'elles valent.

Si cela continue, cette industrie va être dans une situation catastrophique. Il est temps que le gouvernement envisage un moratoire pour protéger la petite entreprise, si nous voulons qu'il nous reste quelque chose au sortir de la récession.

Le ministre du Commerce extérieur nous avait promis un programme d'aide à l'adaptation pour assister ceux qui pourraient être victimes de l'accord de libre-échange.

Le gouvernement dira que le secteur forestier n'a pas été touché par l'accord de libre-échange puisqu'il n'y est pas mentionné. Le secteur sait bien qu'il a été immolé sur

L'ajournement

l'autel du libre-échange entre les États-Unis et le Canada. C'est Pat Carney, lorsqu'elle était ministre du Commerce extérieur, qui a signé le document autorisant les Américains à imposer des droits de 15 p. 100 sur le bois d'oeuvre exporté aux États-Unis.

Le gouvernement a ensuite décidé de les percevoir lui-même. Peu après, les banques américaines ont prêté de l'argent à leurs entreprises qui ont construit des scieries le long de la frontière. Elles ont maintenant un meilleur produit et peuvent nous concurrencer, ce qui fait que notre industrie a souffert considérablement de cette politique.

Le secteur du bois d'oeuvre estime avoir été immolé pour permettre la conclusion de l'accord. Pat Carney, la ministre du Commerce extérieur, a depuis été récompensée par une nomination au Sénat. Vous pouvez donc voir, monsieur le Président, pourquoi je suis en colère contre tout cela.

Je vais juste vous citer une autre chose, et j'en aurai terminé. C'est de Sinclair Stevens, alors qu'il y avait des négociations à propos de l'usine de Mitel à Renfrew, au moment de la vente de la société à une compagnie britannique. Il a donné cette réponse à la Chambre:

J'ai fait remarquer et je ferai à nouveau remarquer pour le député que Mitel connaissait des difficultés financières. Le député ne peut pas gagner sur les deux tableaux. Cette société a proposé de verser plus de 300 millions de dollars de nouveaux capitaux, ce qui permettra de sauvegarder 2 500 emplois canadiens et 5 000 emplois dont des emplois internationaux. Je suis du côté des employés de Mitel, et je pense qu'il est temps que le député se mette aussi de leur côté.

Et cela est venu des banquettes du gouvernement. Aujourd'hui, sur les 550 employés de cette usine, il n'en reste pas un. En fait, cette usine flambant neuve qui a coûté 30 millions de dollars sert d'entrepôt aux Archives du Canada.

Je demande au gouvernement de présenter un plan économique pour l'est de l'Ontario; nous sommes absolument sérieux et honnêtes à ce sujet, car il faut faire quelque chose pour protéger ces gens dont la vie est détruite sur le plan économique.

M. Jack Shields (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je suis sûr que le député ne m'en voudra pas, mais j'aimerais souhaiter la bienvenue à trois visiteurs très importants de